— élection législative du 21 mars 1993 — 9[e] circonscription de Paris

Pour s'en sortir, il faut s'en prendre aux capitalistes !



Depuis presque douze ans, les gouvernements présidés par François Mitterrand se suivent et se ressemblent : toujours la même politique hostile à nos intérêts et favorable à ceux du patronat. Mitterrand et le PS avaient promis de "changer la vie". Maintenant nous avons trois millions de chômeurs, un cadre de vie délabré, des salaires qui ne suivent plus la hausse des prix. Et le gouvernement veut s'en prendre aux retraites !
Finalement les politiciens du RPR et de l'UDF, ou le milliardaire Le Pen, ont un seul reproche à adresser au gouvernement : celui de n'avoir pas encore été assez loin et pas assez vite.

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme

Ce que n'ont jamais voulu Mitterrand et le gouvernement, malgré leur référence au "socialisme", c'est entrer en conflit avec les grands patrons. Alors ils ont reculé sans cesse, pour finir par s'adapter parfaitement bien à la gestion du système. Bérégovoy tente par exemple d'expliquer aux patrons que sa politique est plus rigoureuse que celle de la droite. On croit rêver !

Quant au PCF, malgré ses prétentions à représenter une "opposition de gauche" au gouvernement, il a toujours été là au bon moment pour lui sauver la mise. Les militants du PCF sont souvent les premiers à impulser les luttes sociales, mais la direction se garde bien de chercher à les étendre. Après que les parlementaires aient voté la confiance à Bérégovoy sur le dossier du GATT, voilà Marchais qui s'apprête à appeler une nouvelle fois à voter pour les Fabius/Rocard au second tour des législatives !

Puisqu'on nous donne un bulletin de vote, utilisons-le utilement

Ce bulletin ne nous donnera certes pas le moyen de changer le fond des choses. Le véritable pouvoir dans ce pays n'est pas soumis au vote des électeurs : il est dans les conseils d'administration des banques et des trusts. Mais le bulletin de vote nous permet, travailleurs et jeunes, de dire ce que nous avons sur le coeur. Il nous permet aujourd'hui de sanctionner le gouvernement et la droite.

VOTONS
RAYMOND DEBORD

— suppléante MARIE-NOELE LECOINTRE

candidat de
L'OPPOSITION OUVRIERE



Candidature soutenue par les Jeunesses Communistes Révolutionnaires, le Groupe Socialiste Internationaliste, le journal "Prométhée" et d'ex militant(e)s du PCF

UN PROGRAMME D'ACTION POUR S'EN SORTIR

On ne barrera pas la route à la droite avec la politique de Bérégovoy, qui semble avoir adopté comme devise "prendre aux pauvres pour donner aux riches". Une autre politique est nécessaire, tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et n'hésitant donc pas à empiéter sur les prérogatives des patrons.

Défense des intérêts de la population laborieuse

- Lutte contre le chômage par la réduction de la semaine de travail à 35 H sans diminution de salaire.
- Programme de grands travaux dans le domaine du logement
- Passage immédiat du SMIC à 7500 F et échelle mobile des salaires
- A travail égal salaire égal : interdiction du travail précaire
- Garantie du caractère national des diplômes et réinvestissement financier de l'Etat dans l'Education nationale
- Défense de la Sécurité sociale ; contraception libre et gratuite
- Plan d'urgence de lutte contre le SIDA

Pour permettre la réalisation de ces mesures :

- Nationalisation sous contrôle ouvrier (sans indemnisation ni rachat) des secteurs clés de l'économie
- Expropriation des patrons qui bloquent les réformes

Non à l'Europe des flics et des patrons.

Avec la ratification des accords de Maastricht, le chômage va augmenter jusqu'à un niveau encore inégalé ; les services publics vont être démantelés, la petite paysannerie rayée de la carte. La coordination européenne des polices va rendre la vie impossible aux immigrés, menacer dangereusement les libertés démocratiques.

Il n'y aura pas de politique de gauche possible sans rupture avec la logique de Maastricht et les diktats de la CEE.

-retrait de la France du processus de Maastricht

-Rupture avec la CEE

-Monopole d'Etat sur le commerce extérieur

-ré-organisation des échanges avec tous les pays.

-Liberté totale de circulation pour les personnes.

Halte au racisme, au colonialisme, à l'impérialisme.

-Dissolution des corps répressifs de l'Etat

-Enquêtes indépendantes, sous contrôle des syndicats et des associations de quartier, sur les crimes racistes et les bavures policières.

- Pleins droit de citoyenneté pour les immigrés.

-Extension du droit d'asile

-Retrait de la France de l'OTAN, de la CSCE, et de toutes les institutions militaires internationales.

Liquidation des institutions anti-démocratiques de la Ve République

- Dissolution du Sénat et du Conseil constitutionnel.

-Abrogation de la Présidence de la République, fonction semi-monarchique aux pouvoirs exorbitants

-Assemblée unique, élue à la proportionnelle.

-Paiement des élus au salaire moyen d'un ouvrier

-Financement public des partis dans des conditions de stricte égalité.

Gouvernement ouvrier et populaire.

La réalisation d'un tel programme ne pourra se faire avec le type de gouvernement que nous avons connu depuis 1981. Elle ne se fera pas non plus sous la direction des vieux partis de la pseudo-gauche : PS mouillé jusqu'au cou dans la gestion du capitalisme ou PC. masquant son opportunisme envers Mitterrand derrière un radicalisme de façade. "On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme". Pour cela il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, lutter pour un gouvernement ouvrier et populaire, c'est à dire un gouvernement des travailleurs par eux-mêmes.

AUX COMMUNISTES,

J'ai adhéré à l'Union des Jeunes Filles de France en 1953 et au Parti Communiste Français en 1959. J'ai quitté le PCF en 1971 après l'exclusion de mon mari qui, comme d'autres animateurs du journal Démocratie Nouvelle, protestait contre la normalisation en Tchécosclovaquie. Syndicaliste active dans mon lycée, je suis restée communiste de coeur, tendance "IIIe Internationale".

Bien que n'ayant plus repris de carte dans un parti politique, je m'engage aujourd'hui en faveur de la candidature d'Opposition ouvrière dans le XIIIe arrondissement, aux côtés de Raymond Debord dont je suis la suppléante. Le vote pour la liste d'Opposition ouvrière au gouvernement permet de dire "non" à la politique opportuniste du PCF sans se cantonner comme d'autres formations révolutionnaires à un discours creux et abstrait.

Les gens ont envie de concret. Ils sont conscients qu'il y a d'importantes luttes à mener, sur les problèmes de budget dans l'Education nationale par exemple. Tous les gens qui ont des enfants au lycée me comprendront. Dans le cadre des élections, il faut des candidats qui expriment cette volonté d'agir et formulent un programme partant de problèmes vécus par tout le monde.

C'est au vu de la plate-forme proposée par Raymond Debord, avec laquelle j'ai un profond accord, que j'ai accepté d'être suppléante. Notre candidature sera un moyen de se faire entendre pour tous les communistes qui n'ont, comme moi, aucune confiance dans le PS et condamnent la politique réformiste du PCF qui est toujours venu à son secours.

M.N. LECOINTRE

vu, le candidat

pour tout contact : Gérald Le Corre, FJT Daviel, 31 rue Daviel, 75013 Paris

Imprimerie Rotographie